

RÉSOLUTION DU CONSEIL NATIONAL DU PCF

**Avec le Nouveau front
populaire, agir pour le
rassemblement majoritaire
de notre peuple**

12 juillet 2024

Résolution du Conseil national du PCF – 12.07.2024

Au lendemain des élections législatives, nous vivons un moment historique.

Notre pays affronte une crise sans précédent, résultant de la politique du président de la République et des forces qui l'ont porté, de la crise du capitalisme mondialisé et de ses spécificités dans notre pays. Cette crise française est lourde de dangers, comme de potentialités.

Le pire a été évité pour la France.

Le scénario d'une majorité absolue du Rassemblement National à l'Assemblée a été déjoué. C'est le résultat de la forte mobilisation de nos concitoyens et concitoyennes et du choix des forces républicaines de lui faire barrage dans l'entre-deux tours, à commencer par celles du Nouveau front populaire en se désistant au profit du candidat le mieux placé en cas de risque d'élection d'un candidat du RN.

Avec plus de 10 millions de voix rassemblées dès le premier tour du scrutin et près d'un quart des député·es à l'issue du second tour, le Rassemblement National demeure néanmoins un très grave danger pour notre République et la démocratie. Fidèle à son histoire, **le PCF est pleinement engagé dans l'indispensable mobilisation contre les idées d'extrême droite**, son projet raciste, identitaire et xénophobe, l'imposture sociale et le climatoscepticisme du Rassemblement National.

Les Français et les Françaises, dans la diversité de leur vote, ont porté le Nouveau front populaire en tête du scrutin. Même sans majorité parlementaire, c'est une première victoire !

Face au choix d'une dissolution brutale par le président de la République, c'est le résultat d'une mobilisation populaire inédite.

Les Français·es ont manifesté par leur vote leur attente de salaires dignes, d'emplois de qualité, de services publics reconstruits, de protection dans tous les aspects de la vie quotidienne et de lutte contre le réchauffement climatique. Ils et elles se sont aussi massivement mobilisé·es pour contrer l'accession au pouvoir de l'extrême droite qui mettrait en œuvre une austérité aggravée et la préférence nationale, légitimant les paroles et les actes racistes les plus odieux.

Le PCF insiste sur le rôle important des forces syndicales et associatives du pays qui ont pleinement participé de la mobilisation populaire.

Il salue la déclaration intersyndicale du 11 juillet, partage pleinement la nécessité que les exigences sociales qu'elle comporte soient entendues, et affirme le rôle décisif de la démocratie sociale pour y parvenir. Il rappelle en ce sens la proposition du Nouveau front populaire d'une grande conférence sociale sur les salaires, l'emploi et la qualification.

Avec près de 200 député·es, le Nouveau front populaire s'impose comme la première coalition à l'Assemblée nationale.

Les député·es communistes sont d'ores et déjà en capacité de former un groupe parlementaire avec plusieurs député·es d'outre-mer, avec la culture de travail parlementaire lié à cette spécificité.

Il appartient désormais au président de la République, tirant les conséquences des résultats des élections législatives, de nommer un·e Premier·ère ministre issu·e du Nouveau Front populaire permettant ainsi **la constitution d'un gouvernement du Nouveau front populaire**.

Le PCF appelle en cohérence ses partenaires à accélérer nos efforts politiques pour :

- **composer un gouvernement avec comme Première ministre Huguette Bello**, Présidente du Conseil régional de La Réunion.
- **engager dès à présent le dialogue avec les forces vives du pays, forces syndicales et associatives**, dont l'apport sera déterminant pour la conquête d'avancées sociales et démocratiques ; à proposer dès la semaine prochaine une rencontre à l'intersyndicale.

Le PCF agira en pleine autonomie et sera une force motrice de propositions et d'initiatives dans les semaines et les mois qui viennent pour l'élargissement et l'approfondissement de la dynamique du Nouveau front populaire.

Nous voulons le rassemblement majoritaire de notre peuple pour ouvrir de nouveaux jours heureux pour la France.

Dès cet été, nous pouvons abroger la contre-réforme des retraites, augmenter les salaires et les pensions, commencer à réparer et développer les services publics tels que l'école et l'hôpital. Dès cet été, nous pouvons transformer les vies de millions de nos concitoyen·nes.

Réussir impliquera une intervention populaire forte et durable et de clarifier les débats qui traversent toutes les forces de gauche et écologistes, de chercher à en faire bouger les lignes, de travailler à des convergences de contenu et d'action. C'est le sens de nos propositions de financement d'une politique de changement par une autre utilisation de l'argent et de pouvoirs nouveaux d'interventions des salarié·es dans les entreprises et les institutions.

Élargir notre rassemblement impliquera de permettre aux secteurs du monde du travail qui vivent ou sont employés dans les anciens bassins industriels ou les territoires dits périphériques ou ruraux de se reconnaître dans l'alternative que nous portons.

La bataille prioritaire de la période qui s'ouvre consiste à unir et remobiliser les forces du travail et les catégories populaires sur la base de leurs attentes. Nous voulons dissiper le sentiment d'impuissance comme le découragement, et faire ainsi reculer la démagogie identitaire de l'extrême droite.

Aussi, le PCF lance aujourd'hui un appel à des États généraux permettant de débattre localement et nationalement avec les forces vives du pays, forces politiques du Nouveau front populaire, forces syndicales et associatives, et l'ensemble de nos concitoyen·nes. Ces Etats généraux décentralisés pourraient permettre de mener en grand le débat dans le pays sur le travail, la

République sociale, féministe et démocratique, les grands défis environnementaux et climatiques et une voix souveraine de la France pour changer l'Europe et le monde. Un tel débat devra également permettre de travailler la cohérence entre les objectifs sociaux, les moyens financiers et les pouvoirs pour les atteindre.

Dès à présent, le PCF appelle ses organisations, fédérations, sections et cellules, à prendre des initiatives de luttes et de débat, partout dans le pays, en direction des forces du mouvement social, du monde du travail et de la création, de la jeunesse, des citoyen·nes. Nous répondrons présent·es aux rassemblements organisés par les syndicats le 18 juillet prochain.

Paris, le 12.07.2024

Parti communiste français.